

Motion proposée au Conseil Municipal, par les élus, pour l'arrêt des négociations des projets : Grand Marché Transatlantique avec les Etats Unis (TAFTA), Accord Economique et Commercial Global avec le Canada (AECG) et Commerce des Services (ACS).

Considérant les dangers que font courir les traités transatlantiques pour lesquels la Commission Européenne a, dans le plus grand secret, obtenu mandat de la part de tous les Etats membres pour négocier, d'une part avec les Etats Unis et d'autre part avec le Canada, des accords visant à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Union Européenne, les Etats Unis (TAFTA) et le Canada (AECG), allant au-delà des accords de l'OMC.

Considérant que ces projets de Grand Marché Transatlantique visent le démantèlement des droits de douane restants, entre autres dans le secteur agricole, comme la suppression des « barrières non tarifaires » qui amplifieraient la concurrence débridée et empêcherait la relocalisation des activités.

Considérant que ces accords seraient un moyen pour les multinationales d'éliminer toutes les décisions publiques qui constituent des entraves à l'expansion de leurs parts de marché,

Considérant que le Grand Marché Transatlantique serait une atteinte nouvelle et sans précédent aux principes démocratiques fondamentaux qui ne ferait qu'aggraver la marchandisation du monde avec le risque de régressions sociales, environnementales et politiques majeures.

Les élus de la commune de Laval (Isère) :

- manifestent leur opposition à ces traités dont l'objet vise avant tout la dérégulation, la marchandisation du monde et l'amplification de la concurrence,
- refusent toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des petites entreprises sous prétexte de ne pas entraver la logique du libre marché,
- souhaitent l'ouverture d'un débat national public sur ces partenariats, impliquant la pleine participation des collectivités locales et des populations, et demandent la diffusion publique immédiate des éléments de négociation,
- se déclarent, dans l'attente, hors Grand Marché Transatlantique (TAFTA) hors accord Economique et Commercial Global avec le Canada (AECG) et hors Commerce des Services (ACS).